

1

9

8

8

C



Société de développement  
international Desjardins

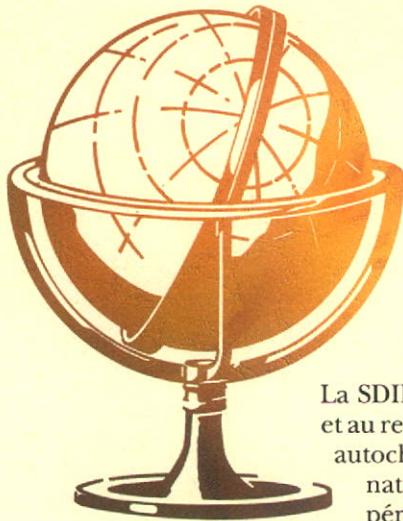


**Desjardins**



La feuille, par son rôle actif dans le cycle de vie de l'arbre, assure la croissance de la forêt tout comme le membre, actif au sein de sa caisse, assure la croissance du Mouvement Desjardins.

RAPPORT  
ANNUEL  
1988  
.....



La SDID contribue à la création et au renforcement d'institutions autochtones et autonomes, de nature ou d'inspiration coopérative, qui concourent à améliorer les conditions socio-économiques des individus et des familles et à accroître la maîtrise par les collectivités locales de leurs ressources humaines, naturelles et financières.

Elle appuie les efforts de ces institutions dans les domaines de l'épargne et du crédit ainsi que de la production, de la transformation et de la commercialisation dans les secteurs de l'agro-alimentaire (agriculture, élevage et pêche) et de l'artisanat utilitaire.



Société de développement  
international Desjardins



MESSAGE  
DU PRÉSIDENT  
DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION



M. Henri-Paul  
Trudel, président  
du Conseil  
d'administration

La fin de mon passage de neuf années au Conseil d'administration de la Société de développement international Desjardins, dont quatre à titre de président, m'incite à dresser un bilan de cette expérience que j'ai eu la chance de vivre, bilan qui revêt un caractère plus personnel qu'institutionnel.

**Ce fut une aventure enrichissante**

... qui m'a sensibilisé davantage à la réalité des pays en développement, une réalité qui nous touche encore peu, mais qui va, tôt ou tard, déranger de façon significative le quotidien tranquille des pays bien nantis.

Cette prise de conscience, la SDID travaille à l'agrandir dans le coeur des gens de Desjardins, autant ses dirigeants, ses employés que ses membres. C'est un processus lent, peu gratifiant, mais qui aboutit quand même à des résultats concrets. Ainsi, j'ai pu observer au cours des dernières années l'éclosion d'initiatives régionales qui ont porté fruit.

**Ce fut une aventure étonnante**

... qui m'a fait découvrir que le Mouvement Desjardins, par la SDID, apportait une contribution originale et efficace à la problématique des pays du Tiers-Monde.

L'originalité de la SDID réside dans son mode d'intervention auprès des pays où elle oeuvre. Elle vise d'abord à mettre sur pied des structures permanentes permettant aux gens du milieu de se prendre en main, contrairement à une approche d'aide ponctuelle et sans lendemain. Ensuite, la SDID concentre ses interventions dans un nombre limité de pays plutôt que de s'éparpiller à tous vents. Finalement, elle intervient auprès des populations locales, par opposition à une aide qui ne rejoindrait que les couches supérieures de la société. On retrouve ici l'influence de notre vécu coopératif.

Et ça fonctionne. Le mode d'intervention de la SDID s'est avéré efficace à l'usage au point de servir de modèle à d'autres organismes d'aide. La SDID est devenue un intervenant majeur en développement international. Sa crédibilité est maintenant solidement établie et elle peut bénéficier d'un important appui financier grâce aux ententes conclues avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

**Ce fut une aventure valorisante**

... qui m'a fourni un élément de réponse à la perpétuelle problématique du rôle de Desjardins dans la société actuelle. Maintenant qu'on est devenu une entre-

prise florissante majeure, que reste-t-il de la mission de Desjardins en dehors du strict domaine financier?

Lorsque Alphonse Desjardins a conçu le projet de fonder les caisses populaires pour aider les Canadiens français à se sortir du marasme économique, il s'est inspiré d'expériences coopératives vécues en Angleterre, en Italie et en Allemagne. Il a obtenu un appui important de coopérateurs plus expérimentés. Aujourd'hui, ce sont d'autres pays qui veulent se prendre en main. Le Mouvement Desjardins a le devoir moral de les appuyer, de les faire bénéficier de son expérience de la formule coopérative qui nous a si bien servis. C'est dans ce sens que la SDID constitue un moyen privilégié de vivre notre mission dans sa dimension sociale.

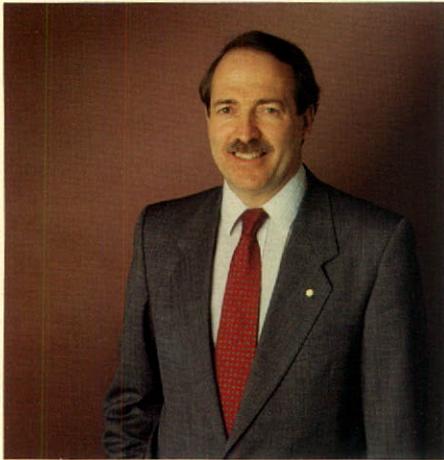
**Ce fut une aventure humaine**

... qui m'a fait découvrir une équipe de travail hors pair, ces hommes et ces femmes qui ont permis à la SDID d'atteindre l'excellence dans sa gestion et dans ses opérations, autant sur le terrain qu'au siège social, et cela dans un climat de travail éminemment positif. C'est là que se trouve la principale richesse de la Société et je rends hommage à tous les membres de cette équipe.

En terminant, je remercie mes collègues du Conseil d'administration d'avoir appuyé de façon si constructive l'action de la SDID. J'adresse un merci particulier à l'équipe de direction de la Société qui a su diriger cette dernière de façon magistrale à travers les étapes, parfois semées d'embûches, de son évolution. Tous les employés de la SDID ont également mon admiration pour leur loyauté et leur engagement. Je souhaite que le Mouvement Desjardins continue à croire dans le développement international et à s'y engager par l'outil exceptionnel qu'il s'est donné, la SDID, une aventure qui n'est pas terminée...

Henri-Paul TRUDEL  
Président du Conseil d'administration





M. Michel Doray,  
président-  
directeur général

Ce rapport d'activités 1988:

- propose un survol des actions de la SDID en Afrique, dans les Amériques et en Asie ;
- fait état des ressources humaines et financières requises pour leur mise en oeuvre;
- résume les principaux éléments qui ont marqué le développement corporatif de la SDID;
- évoque ses collaborations avec d'autres intervenants coopératifs du Nord;
- énonce les priorités de la SDID en 1989.

## APPUI ET PARTENARIAT NORD-SUD

La SDID s'est associée, au cours de 1988, à une cinquantaine de partenaires institutionnels dans 20 pays d'Afrique, d'Amérique centrale et du Sud ainsi que des Antilles. Des contacts ont par ailleurs été établis afin d'explorer les modalités d'une présence prochaine de la SDID en Asie. La SDID a également accueilli au Canada plusieurs visiteurs et stagiaires d'Afrique et des Amériques.

### AFRIQUE

La SDID a poursuivi en 1988 ses activités au Burkina Faso, au Niger, au Cameroun, au Zaïre et au Rwanda. Elle a démarré un nouveau programme d'appui au Sénégal et a effectué des missions au Mali, au Bénin et au Togo en vue d'éventuelles collaborations. De plus, la SDID a finalisé une entente qui lui permettra de s'associer, au cours de 1989, avec le Centre international du Crédit mutuel de France (CICM) pour la consolidation et le développement du réseau des coopératives rurales d'épargne et de prêt en Côte d'Ivoire. Elle a participé également à différentes actions de coopération Sud-Sud. Enfin, la SDID a accueilli des stagiaires et des visiteurs africains.

#### Burkina Faso

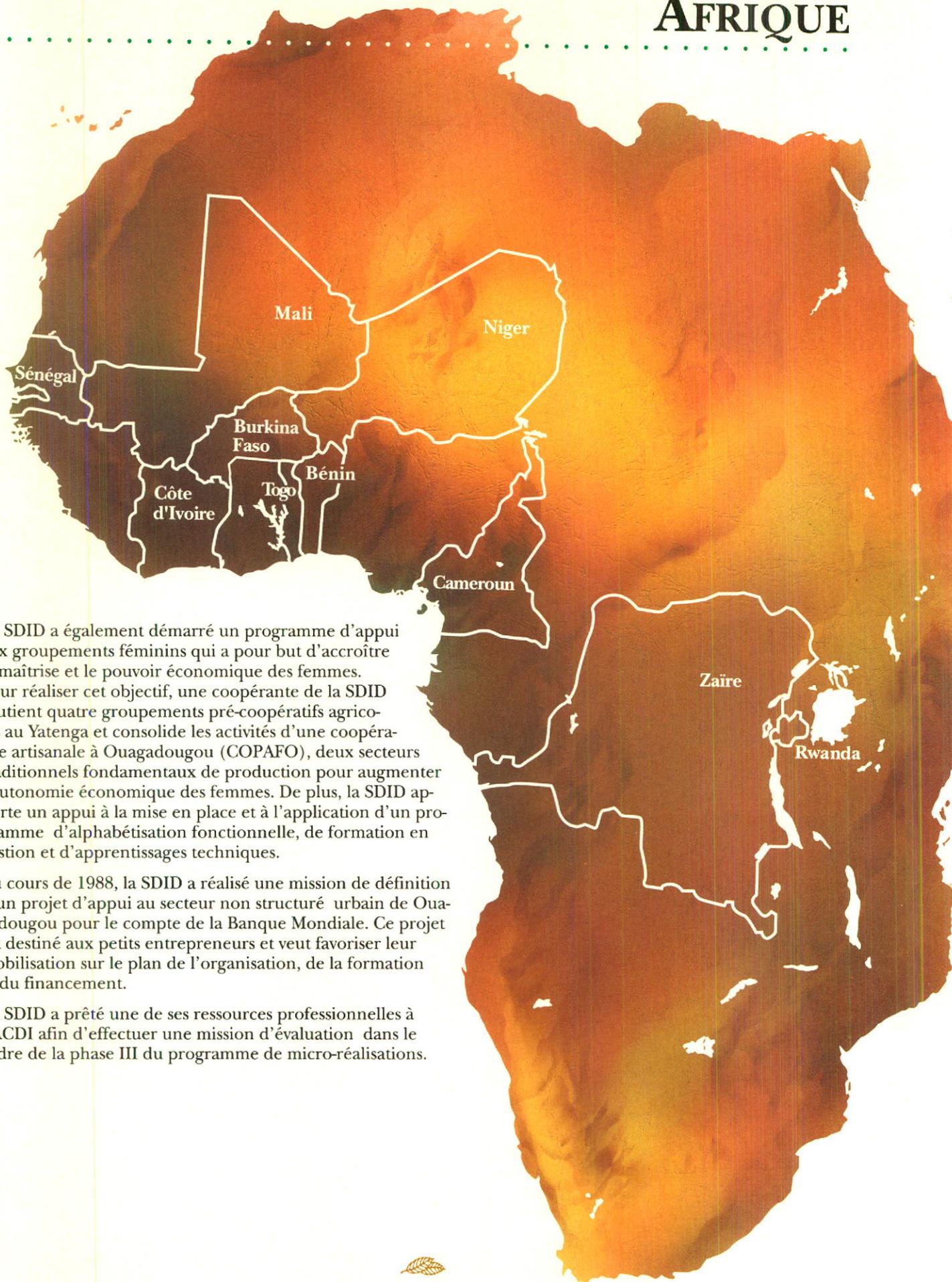
Les responsables burkinabès ont poursuivi, avec l'appui de trois conseillers de la SDID, l'encadrement d'un programme quinquennal 85-90 de consolidation et de développement des coopératives d'épargne et de crédit.

La mise en oeuvre de ce programme s'est caractérisée, en 1988, par les faits suivants:

- l'Union régionale des caisses populaires de la Bougouriba (URCPB) a consolidé sa structure organisationnelle par des mécanismes de contrôle et par l'expérimentation de nouveaux produits;
- la première caisse urbaine du quartier de Cissin à Ouagadougou a commencé officiellement ses activités de crédit. Elle compte maintenant 1 292 membres et son épargne totalise 31 925 011 francs CFA soit environ 122 000 dollars canadiens;
- on a procédé à l'ouverture d'une deuxième caisse urbaine à Sig-Noghin et entrepris des démarches visant l'ouverture prochaine d'une troisième caisse;
- dans la région du Yatenga, on trouve maintenant cinq caisses et on prévoit l'ouverture de deux autres pour 1989. Le nombre de membres s'élève à 1447 et l'épargne atteint 18 617 088 FCFA soit environ 72 000 dollars canadiens;
- les membres de l'équipe de coordination nationale ont développé un programme de fonds de garantie en collaboration avec le programme de micro-réalisations de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Une nouvelle région a aussi été identifiée en vue de l'expansion prévue pour le futur plan quinquennal.



# AFRIQUE



La SDID a également démarré un programme d'appui aux groupements féminins qui a pour but d'accroître la maîtrise et le pouvoir économique des femmes. Pour réaliser cet objectif, une coopérante de la SDID soutient quatre groupements pré-coopératifs agricoles au Yatenga et consolide les activités d'une coopérative artisanale à Ouagadougou (COPAFO), deux secteurs traditionnels fondamentaux de production pour augmenter l'autonomie économique des femmes. De plus, la SDID apporte un appui à la mise en place et à l'application d'un programme d'alphabétisation fonctionnelle, de formation en gestion et d'apprentissages techniques.

Au cours de 1988, la SDID a réalisé une mission de définition d'un projet d'appui au secteur non structuré urbain de Ouagadougou pour le compte de la Banque Mondiale. Ce projet est destiné aux petits entrepreneurs et veut favoriser leur mobilisation sur le plan de l'organisation, de la formation et du financement.

La SDID a prêté une de ses ressources professionnelles à l'ACDI afin d'effectuer une mission d'évaluation dans le cadre de la phase III du programme de micro-réalisations.

## Niger

La SDID a poursuivi, avec la présence d'une conseillère technique à Niamey, la réalisation de son programme triennal 86-89 d'appui à la Direction gouvernementale de la Condition Féminine (DCF) et à l'Association des Femmes du Niger (AFN). Le programme vise à renforcer ces institutions et à mobiliser les femmes du milieu rural dans des démarches de recherche-action-formation. À la suite de cette formation, des groupements féminins ruraux ont identifié et élaboré des projets, tels qu'une boutique d'approvisionnement en produits de première nécessité (sel, farine, huile, etc.) ou la mise sur pied d'un fonds de crédit rotatif, ont ensuite trouvé le financement nécessaire pour les réaliser et ont pu en évaluer l'exécution.

La SDID a également défini un plan d'opération pour le projet d'appui aux communautés de base du département de Dosso. La finalité de ce projet est de renforcer les capacités d'auto-développement des communautés villageoises afin d'améliorer leurs conditions de vie et le niveau de leurs revenus.

La SDID portera aussi une assistance aux coopératives agricoles, aux associations féminines et aux caisses d'épargne et de crédit de Dosso afin d'aider les membres à prendre davantage en main le fonctionnement de ces organisations.

L'ACDI a retenu une proposition de services de la SDID concernant le projet d'appui au développement agricole du département de Diffa, phase II (PADADD). Il s'agit pour la SDID de recruter et de superviser trois ressources professionnelles qui assisteront le directeur nigérien du projet. Le démarrage de ce projet est prévu pour le mois d'avril 1989.

La SDID a, de plus, effectué l'étude et l'analyse des documents préparatoires à la participation de l'ACDI à la table de consultation organisée par le secteur agricole du Niger.

## Cameroun

À la suite de l'entente signée en mai 1987 avec les autorités administratives de tutelle des coopératives, la SDID a participé, au cours de 1988, aux réunions d'un comité composé de représentants de l'Union des Caisses populaires de Yaoundé (UCPY), de la *Cameroon Co-operative Credit Union League* et de la Direction de la coopération et de la mutualité du Ministère de l'Agriculture.

Ce comité est chargé d'évaluer périodiquement la bonne marche du programme d'assainissement du réseau (Union et caisses). Lors de ses présences sur le terrain en 1988, la SDID a pu constater les multiples efforts de redressement déployés par la nouvelle équipe de l'UCPY et a fourni un appui technique ponctuel afin d'aider ce réseau à se doter d'un plan triennal d'action 89-92.

Par ailleurs, la SDID a continué à s'associer, avec la collaboration d'un volontaire de l'Organisation canadienne pour la solidarité et le développement (OCSD), à l'implantation et au développement d'une caisse populaire à Yagoua dans la province de l'Extrême Nord. Cette caisse, agréée officiellement en avril 1987, démontre d'excellents résultats financiers.

De plus, la SDID a signé avec les autorités gouvernementales du Cameroun un protocole d'entente en matière d'appui dans le secteur des coopératives de ce pays.

## Zaïre

Associée depuis le début des années 1970 à la création des premières coopératives d'épargne et de crédit (COOPEC) du Zaïre, la SDID y poursuit son appui dans le cadre d'un programme quinquennal 86-91 de consolidation financière et technique et de renforcement coopératif et organisationnel d'un réseau de près de 200 000 membres répartis dans plus de 125 COOPEC. Celles-ci sont regroupées en cinq coopératives centrales d'épargne et de crédit (COOCEC) qui se sont dotées d'une Confédération nationale ou Union des coopératives centrales (UCCEC). En vue d'améliorer son intervention, la SDID a décentralisé sur le terrain la direction de ce projet et la supervision de ses trois conseillers.

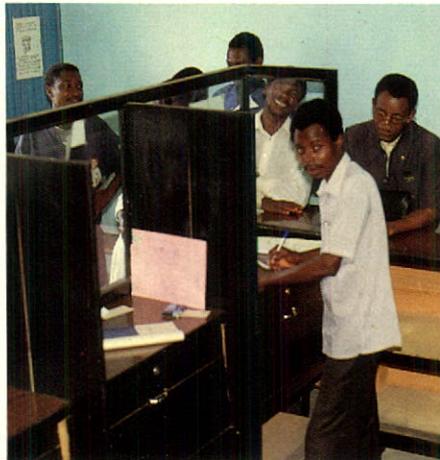
Dans le cadre du programme Afrique 2000 de l'ACDI, l'UCCEC a démarré, avec l'aide de la SDID, un projet visant l'accessibilité des femmes au crédit. Ce projet est réalisé dans quelques COOPEC du réseau et s'adresse aux femmes entrepreneures de la région de Kinshasa et du Bas Zaïre. D'une durée de trois ans, il vise également à augmenter la participation des femmes dans la gestion de leur COOPEC.



Engagée depuis plus d'une décennie dans le développement des communautés du Nord-Kivu, la SDID:

- a poursuivi en 1988 sa collaboration avec l'Association Coopérative des Groupements d'Éleveurs du Nord-Kivu (ACOGENOKI) qui regroupe plus de 12 000 éleveurs. Trois conseillers ont continué de soutenir la gestion et le renforcement institutionnel de la coopérative centrale, le développement des groupements coopératifs locaux ainsi que la formation et la vulgarisation en production et en santé animales;
- a poursuivi un programme de trois ans d'assistance technique à l'abattoir de Goma en y affectant un conseiller en gestion administrative, financière et commerciale et un technicien en opérations d'abattage. De plus, l'équipe sur le terrain a supervisé les travaux d'amélioration de l'abattoir afin d'augmenter la capacité d'abattage et de prévenir les effets néfastes sur l'environnement;
- a aidé des femmes, commerçantes d'abats de bovins achetés à l'abattoir de Goma, à se regrouper en vue d'améliorer le contrôle de leurs activités reliées à l'approvisionnement et à la commercialisation de leur produit. Jusqu'à maintenant, une consultante canadienne et une animatrice zaïroise sont affectées au projet. Elles travaillent présentement avec un groupe d'environ quinze femmes et leur appui devrait s'étendre à d'autres intervenantes dans le domaine de l'élevage à l'intérieur du projet de "Valorisation de l'élevage au Nord-Kivu";
- a planifié une seconde phase d'appui dans les secteurs de l'élevage au Nord-Kivu pour la période 1989-1993. Ce nouveau projet intégrera l'assistance à l'ACOGENOKI et à la Société Abattoir de Goma et comportera un volet d'appui aux femmes. L'objectif de cette seconde phase est de préparer les organisations zaïroises au retrait de l'aide canadienne en développant leurs capacités de gestion, de commercialisation et d'organisation du développement à la base;
- a continué de soutenir, à titre de sous-traitante de la firme Intagro Inc., l'Association Coopérative des Éleveurs de l'Ituri (ACOOPELI) au Nord-Est du Zaïre. Cette association regroupe 16 000 éleveurs propriétaires d'environ 400 000 têtes de bovins. La SDID fournit deux coopérateurs pour ce projet et elle est responsable du programme de formation destiné aux intervenants zaïrois de la Coopérative;

- a défini un projet de radio communautaire qui a démarré en février 1989 et qui vise à soutenir les efforts de la population rurale du Nord-Kivu en matière de développement. Ce projet permettra aux organismes communautaires d'intégrer leur organisation, favorisera une circulation de l'information, contribuera à vulgariser des programmes de premiers soins médicaux, d'alphabétisation, d'économie rurale, de productions agricoles, d'applications technologiques appropriées, etc. La radio communautaire deviendra un canal d'expression par excellence pour les associations ou les regroupements de femmes;
- a défini un projet favorisant le regroupement des organisations non gouvernementales (ONG) au Nord-Kivu qui permettra la mise sur pied d'un bureau de ressources techniques. Ce bureau fournira des services d'encadrement, de suivi et de formation aux ONG et aux communautés locales pour la réalisation de projets et facilitera l'accès au financement accordé par les bailleurs de fonds;
- a participé à la réalisation d'une mission d'évaluation sur l'intégration des femmes au développement (IFD) dans le cadre du projet "réalisations communautaires" au Nord-Est.



Le programme d'appui de la SDID rejoint actuellement plus de 125 coopératives d'épargne et de crédit au Zaïre.

## Rwanda

Un conseiller de la SDID a continué d'appuyer la Coopérative rizicole Co-Dervam, située au Nord-Est du Rwanda dans la vallée du Mutara. Cette aide consiste à amener la Coopérative à prendre en charge la production, la transformation et la commercialisation de riz cultivé sur 400 hectares. La SDID fournit également un coopérateur affecté à une station d'essais et de multiplication de semences. Enfin, un volet a été consacré au regroupement de femmes engagées dans la production du riz. Ce programme rejoint plus de 900 familles et s'inscrit à l'intérieur de la mise en oeuvre d'un plan directeur d'aménagement de l'ensemble de la région du Mutara.



En 1988, la SDID s'est engagée auprès d'une association féminine de la région de Duterimbere. Cette association a pour but d'encadrer les femmes commerçantes en leur fournissant les outils nécessaires à l'élaboration de dossiers commerciaux, en dispensant de la formation, en leur facilitant l'accès à la recherche en transformation alimentaire et en leur garantissant des prêts à l'investissement. La SDID a collaboré à définir un projet d'appui et a apporté une aide ponctuelle pour la réalisation de petits projets.

### Sénégal

En octobre 1988, la SDID a démarré un programme d'appui financier et technique aux opérateurs de la pêche artisanale de la côte Atlantique du Sénégal. Ce programme vise à mettre à la disposition des pêcheurs les services financiers qui les aideront à améliorer la situation de leur entreprise. Mais l'enjeu majeur de cette intervention consiste à

rendre le crédit permanent et autosuffisant

pour les pêcheurs qui bénéficient de ce programme. Deux coopérants, dont un cadre de la SDID, ont été affectés au Sénégal pour appuyer ce projet d'une durée de cinq ans.

La SDID a réalisé une mission d'évaluation sur l'état des productions agricoles (maraîchage, élevage, foresterie, etc.) de l'Office africain pour le développement et la coopération (OFADEC) à Tambacounda. Depuis 1976, l'OFADEC appuie les paysans de dix villages au sud de Tambacounda et reçoit une aide financière de l'ACDI et de l'organisation canadienne Développement et Paix.

### Mali

À la suite d'une requête des autorités maliennes et d'une étude de la situation sur le terrain, la SDID a décidé de procéder à l'élaboration d'un programme d'appui au démarrage d'un réseau coopératif d'épargne et de crédit dans la région de Ségou. Ce programme expérimental, d'une durée de deux ans, s'inspire de l'approche développée au Burkina Faso pour des interventions analogues. L'arrivée d'un conseiller canadien au Mali est prévue pour avril 1989.

La SDID a également effectué une mission d'identification au Mali en vue de définir un projet d'appui à des coopératives agricoles, artisanales ou féminines. Ce projet serait réalisé avec la collaboration d'une ou plusieurs ONG maliennes(s).

À la demande de l'ACDI, la SDID a participé à l'évaluation administrative d'un projet de développement rural au Kaarta.

### Benin-Togo

En collaboration avec le groupe d'études des ressources maritimes de l'Université du Québec à Rimouski, la SDID a réalisé une étude sur les pêches au Bénin et au Togo pour le compte du Centre international d'exploitation des océans (CIEO). Cette étude a permis de définir des projets qui pourraient être mis en oeuvre pour favoriser le développement des pêches sur la côte du golfe de Guinée.

### Côte d'Ivoire

En prolongement à des missions antérieures et en collaboration avec les autorités administratives et les dirigeants coopératifs concernés, des experts ivoiriens et le Centre International du Crédit Mutuel (CICM) français, la SDID a procédé à une analyse détaillée du réseau des coopératives rurales d'épargne et de prêt (CREP). Cette étude a permis d'élaborer un programme d'appui à moyen terme qui débutera au cours du deuxième semestre de 1989.

En conformité avec sa volonté de diversifier ses approches et ses partenaires, la SDID s'est intéressée à un nouveau type d'institution, soit les clubs d'investissement. La Financière, groupe ivoirien d'investissement, a fait l'objet d'une première étude.



La SDID a poursuivi en 1988 sa collaboration avec l'Association Coopérative des Groupements d'Éleveurs du Nord-Kivu (ACOGENOKI) qui regroupe plus de 12 000 éleveurs de bovins.

De plus, la SDID a poursuivi son appui au Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest (BRAO) de l'Alliance Coopérative Internationale à Abidjan. Elle a financé des micro-projets coopératifs féminins et a soutenu un programme de recherches visant à cerner la problématique coopérative des seize pays membres du BRAO et ce, en concertation avec le Conseil canadien de la coopération.



## AMÉRIQUES

Honduras  
Nicaragua  
Salvador  
Costa Rica

## AMÉRIQUES

La SDID a continué de s'associer en 1988 au développement du mouvement coopératif latino-américain d'épargne et de crédit tout en intensifiant son engagement envers d'autres secteurs coopératifs.

## Réseau COLAC

Initié en janvier 1987, le programme d'appui au réseau de la Confederación Latino americana de Cooperativas de Ahorro y Crédito (COLAC) a continué ses activités par l'intermédiaire de FECOLAC (Fundación educativa de COLAC). Il offre, par le biais des cinq fédérations participantes (Bolivie, Colombie, Equateur, Honduras et Salvador), des services d'assistance technique dans les domaines de la comptabilité, du contrôle interne, de la finance et de la gestion à une centaine de coopératives locales d'épargne et de crédit. De plus, le sous-programme de transfert technologique a permis à une soixantaine de personnes de participer à des séminaires portant sur les prévisions financières et sur le processus de planification. L'objectif principal de ce programme vise l'autosuffisance des départements d'assistance technique implantés dans les fédérations participantes.

Parallèlement à ce programme, la SDID a démarré un appui semblable à FEDOCOOP (République Dominicaine) qui a mis sur pied, à partir du dernier trimestre de 1988, un département d'assistance technique offrant des services à une dizaine de coopératives affiliées.

La SDID a également accordé un appui ponctuel modeste à FECACNIC, la fédération des caisses populaires d'épargne et de crédit du Nicaragua. En effet, elle a mobilisé la Fondation éducative de Colac (FECOLAC) pour élaborer le plan triennal de FECACNIC au cours du premier semestre de 1989.

En Bolivie, la SDID a accordé un appui financier à une coopérative d'épargne et de crédit (San Jose de Punata) afin de l'aider à réaliser un projet d'éducation.

Au Costa Rica, la SDID a amorcé des discussions avec la Fédération nationale des coopératives d'épargne, de crédit et de services multiples de Costa Rica (FEDECREDITO) dans une perspective de renforcement éventuel des relations entre le Mouvement Desjardins et cette fédération.



## Honduras

En 1988, la SDID a poursuivi les activités entreprises en 1986 dans le cadre d'un programme triennal d'appui au mouvement coopératif hondurien. Ce programme met l'emphase sur le développement et la consolidation de coopératives locales de production agricole, artisanale et industrielle, sur le renforcement d'organismes d'appui et sur la mise en place d'une structure nationale de concertation et de représentation.

À la fin de 1988, le programme touchait directement quatorze coopératives (six agricoles et huit artisanales), deux fédérations, la Fédération des coopératives de la réforme agraire au Honduras (FECORAH) et la Fédération hondurienne des coopératives industrielles (FEHCIL), un organisme d'appui national, l'Institut hondurien de développement coopératif (IHDECOOP) et un organisme d'intégration de troisième niveau, la Confédération hondurienne des coopératives (CHC).

En plus de l'assistance financière apportée à chacune de ces institutions, le programme comprend une assistance technique permanente (quatre conseillers en plus du coordonnateur) et le recours ponctuel à des ressources professionnelles locales.

À la fin de 1988, une mission d'évaluation a permis d'identifier les principaux éléments devant servir de base à la planification d'une deuxième phase dont le démarrage est prévue pour janvier 1990.

## Costa Rica

Au printemps 1988, la SDID a démarré un programme d'appui d'une durée de trois ans aux coopératives de pêcheurs artisans de la Côte du Pacifique. Ces coopératives, au nombre de quinze, regroupent plus de 500 pêcheurs artisans et sont membres de deux fédérations qui ont un mandat de représentation et de commercialisation pour l'ensemble des coopératives. L'appui au projet porte sur le financement d'équipements de production, sur la consolidation des mécanismes de gestion des coopératives et sur le développement de marchés.

Le programme est appuyé par un coopérant de la SDID et soutenu par des institutions costariciennes spécialisées dans la gestion coopérative (Commission permanente des coopératives d'autogestion), dans le développement de communautés de pêcheurs (Université nationale autonome) et dans le financement (Fedecredito).

Par ailleurs, un cadre de la SDID prêté à l'Alliance Coopérative Internationale a poursuivi une étude de faisabilité relativement à l'ouverture d'un Bureau régional de l'ACI pour les Caraïbes et l'Amérique centrale. Les résultats de cette étude font actuellement l'objet de consultations auprès du mouvement coopératif régional et de divers bailleurs de fonds.

## Colombie

Avec la collaboration des caisses populaires du secteur Emile-Girardin de Montréal, la SDID a poursuivi son appui technique et financier pour la mise sur pied d'une coopérative de services multiples (fourniture d'intrants agricoles, vente de biens de première nécessité et commercialisation des produits de l'agriculture et de l'élevage). Cette coopérative dessert les communautés villageoises de la région du Lac La Cocha.

À la suite d'une évaluation du projet, la SDID a démarré une deuxième phase en avril 1988. D'une durée de deux ans, cette seconde phase vise à consolider les mécanismes et les outils de gestion de la coopérative, à améliorer les services offerts aux membres ainsi que l'appui technique sur le plan de la production et de la commercialisation.

Afin de diversifier son expertise dans cette région, la SDID apporte également une assistance dans le cadre d'activités de promotion et de formation auprès des paysans et paysannes de Chachagüi.



Le programme triennal d'appui au mouvement coopératif hondurien comprend une assistance technique permanente et le recours ponctuel à des ressources professionnelles locales.

## Haïti

La SDID a poursuivi en 1988, à titre d'agence d'exécution de l'ACDI, un programme expérimental de micro-réalisations. Celui-ci vise à renforcer, par l'apprentissage de la définition et de la gestion de petits projets productifs, les capacités de développement de groupes démunis au sein de communautés locales.

Les événements politiques qui ont secoué Haïti en cours d'année ont ralenti le déroulement du programme mais l'équipe de la SDID, en poste à Port-au-Prince, a pu malgré tout démarrer quatre projets d'aide à des organisations communautaires du pays. Ces micro-réalisations touchent la production et la transformation d'arachides (coopérative d'Osmond), l'approvisionnement en eau potable (population de Fort-Jacques), l'irrigation de terres et la transformation de fruits (groupement d'Ennery) ainsi que le captage de sources et l'irrigation de parcelles (Savanette). De nombreuses autres micro-réalisations sont en planification et devraient démarrer en 1989.

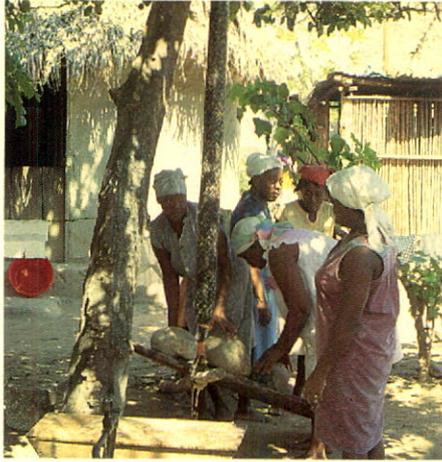
De plus, la SDID a été approchée par une organisation canadienne, la Fondation Dallacross, pour s'associer avec elle dans la remise en valeur d'anciennes plantations de l'État au bénéfice de groupements paysans du Nord-Est. En fin d'année, la SDID a réalisé une mission technique pour analyser les scénarios de revitalisation de ces plantations et explorer les possibilités de partenariat avec la Fondation et les groupements paysans.

Par ailleurs, la SDID a été invitée par l'ACDI à gérer un programme de reconstruction à la suite du passage de l'ouragan Gilbert dans le sud de l'île en septembre 1988. Le programme, qui devrait démarrer en 1989, soutiendra techniquement et financièrement les populations touchées par l'ouragan. Il appuiera des initiatives qui visent la reconstruction, la réfection et l'amélioration des installations et des équipements endommagés ou détruits en septembre dernier. La SDID nommera un directeur pour ce programme dont le bureau sera à Port-au-Prince.

Enfin, la SDID a complété la préparation d'un programme de "Crédit à la production" dont le démarrage est prévue à la fin du premier semestre 1989 dans la région de Cap Haïtien.

### Chili

El Banco Del Desarrollo, une institution financière préoccupée par les conditions des petites gens, est apparue à la SDID comme un intermédiaire valable pour rejoindre les personnes n'ayant pas accès au crédit. L'appui à la création d'un fonds de garantie permettra la mise en place de moyens et de politi-



La SDID appuie un projet de développement coopératif au Honduras avec les femmes Garifunas dans la culture du manioc.

ques visant la disponibilité plus grande de la ressource financière auprès de ceux que le système bancaire néglige. Le succès de ce premier contact et l'évolution de la situation intérieure du pays détermineront le suivi à cette première action.

### Pérou

La SDID a établi des premiers contacts avec FENACREP, la fédération des coopératives d'épargne et de crédit du Pérou, afin d'entreprendre un programme d'appui institutionnel visant à seconder la fédération dans son rôle financier et à promouvoir la mobilisation de l'épargne auprès de ses coopératives affiliées.

La SDID a également réalisé une mission d'identification de projet auprès de la Centrale des coopératives agricoles "Laura Caller Iberico" de Chíncha, au sud de Lima. Une mission de validation est prévue pour le début de 1989.

### Asie

En collaboration avec le département d'Économie rurale de l'Université Laval, la SDID a défini un projet d'appui pour la réalisation d'une étude socio-économique sur le crédit à l'agriculture et aux PME dans la région de Whenzou en Chine.

De plus, des contacts ont été amorcés en vue de jeter les bases d'une présence de la SDID sur ce continent. Une mission exploratoire est prévue au cours du premier trimestre de 1989.

### Visiteurs et stagiaires

Au cours de 1988, la SDID a été l'hôte de plusieurs visiteurs et stagiaires d'Afrique et des Amériques.

Mentionnons, entre autres, la visite à Lévis des ambassadeurs au Canada du Rwanda, de la Côte d'Ivoire, du Niger et du Burkina Faso.

La SDID a également accueilli en stage des cadres supérieurs du Gouvernement et de la Banque du Zaïre, de la Caisse nationale du Crédit agricole du Maroc et du Ministère de la fonction publique du Cameroun ainsi qu'une dizaine de dirigeants d'une importante coopérative d'épargne et de crédit du Costa Rica.



.....

## RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES



Les chargés de programme effectuent ponctuellement des missions de suivi des projets sur le terrain. Avec les coopérateurs, les consultants et les partenaires institutionnels, ils voient au bon déroulement des différentes étapes du projet.

Les activités de la SDID ont requis en 1988 la présence sur le terrain de 32 coopérateurs et coopérantes et d'une quarantaine de consultants et consultantes. Leur encadrement professionnel, administratif et logistique a été assuré par le siège social de Lévis qui comptait 40 employés à la fin de 1988 dont une équipe multi-disciplinaire de 14 cadres-professionnels affectés à la direction des programmes et/ou à des activités de recherches et de consultation.

Les coûts d'opération de la SDID ont totalisé 10,5 millions \$ (par rapport à 8,4M \$ en 1987) et ont continué d'être très largement supportés par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), notamment la Direction de la Coopération institutionnelle et des services au développement (CISD) et les Directions des programmes bilatéraux Afrique francophone et Amériques.

Le Mouvement Desjardins a continué de soutenir les activités de la SDID en 1988: information du réseau, cotisations annuelles de 350 000 \$, prêts de ressources humaines affectées sur le terrain ou mobilisées pour l'accueil de visiteurs et de stagiaires, services professionnels et techniques au siège social, collaborations directes à des actions de développement. Cet appui du Mouvement Desjardins fait l'objet d'une section spéciale du présent rapport annuel.

.....

## DÉVELOPPEMENT CORPORATIF

Le Conseil d'administration de la SDID a accueilli quatre nouveaux membres au cours de 1988. Il s'agit de Madame Lauréanne Boutin (FCPD de Lanaudière) et de Messieurs Jean-Guy Pilon (FCPD du Saguenay Lac St-Jean), Bertrand Proulx (FCPD de

Québec) et Raymond Tremblay (FCPD de Montréal et de l'Ouest-du-Québec). Ces nouveaux administrateurs ont remplacé Messieurs Yvan Guérin (Montréal et Ouest-du-Québec), Joseph Fleury (Saguenay-Lac Saint-Jean), Léonard Robitaille (Abitibi) et Guy Ruel (Québec) que nous remercions beaucoup pour leur engagement et leur appui.

Le Conseil d'administration a tenu six (6) réunions au cours de 1988. Il a accordé une attention particulière à l'amorce d'un processus de planification stratégique pour les années 90-91-92. Cette première étape a porté sur l'analyse de l'environnement, la révision de la mission et l'identification des défis majeurs de la SDID.

Les administrateurs de la SDID ont aussi examiné sa programmation annuelle, la diversification de ses sources de financement ainsi que ses activités et produits de communication institutionnelle.

Le Comité de direction a pour sa part principalement consacré ses réunions bimensuelles aux questions relatives à l'encadrement des activités et du personnel de la SDID sur le terrain, à la gestion des ressources humaines, matérielles et financières de la Société, à son programme de communications et à ses relations professionnelles et administratives avec l'ACDI. La planification stratégique 90-92 a également retenu l'attention du Comité de direction.

Les deux directions de programmes (épargne-crédit institutions financières et développement rural) ont continué en 1988 de veiller à la pertinence, à la disponibilité et à la qualité des appuis de la SDID sur le terrain et à la consolidation des contenus et méthodologies d'intervention dans leurs secteurs respectifs.

En plus de coordonner l'ensemble des services logistiques, administratifs et de secrétariat du siège social, la direction Administration et Finances a poursuivi l'implantation d'outils informatiques et bureautiques et la production d'un manuel de normes et procédures.

Tout en assumant ses responsabilités courantes de supervision et de représentation, la direction générale s'est assurée de rendre pleinement opérationnelle son unité "communications et ressources humaines": production de nouveaux outils d'information (communiqué interne hebdomadaire, bulletin trimestriel HORIZONS, dépliant-poster); implantation de procédures et d'instruments de gestion du personnel de la SDID.

En ce qui concerne ses relations avec son principal bailleur de fonds l'ACDI, la SDID a continué d'être associée aux travaux du Groupe consultatif "Afrique 2000", a intensifié ses contacts au sein des directions des programmes bilatéraux (Afrique francophone et Amériques) et a participé à la consultation sur les orientations du programme d'éducation au développement du public canadien.

La SDID a également poursuivi ses relations avec la Banque mondiale, la Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire (DDA - Suisse) et les autorités responsables des suites à donner aux Sommets des pays ayant en commun l'usage du français (Paris-Québec-Dakar).

## RELATIONS ET CONCERTATION NORD-NORD

La SDID a continué de maintenir et d'intensifier des contacts et des collaborations avec divers intervenants coopératifs du Nord engagés dans les pays en développement.

Trois activités conjointes ont ainsi été réalisées avec la *Canadian Co-operative Association* (CCA) et la Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI):

- une conférence de presse en mars à Montréal avec la Ministre des relations extérieures et du Développement international pour lancer le programme "Accès des femmes au crédit" (Afrique 2000);
- une séance de travail en septembre à Ottawa avec l'Alliance coopérative internationale (ACI), le *Swedish Cooperative Centre* (SCC) et l'ACDI;
- une réunion de concertation en octobre à Ottawa avec le Conseil mondial des coopératives d'épargne et de crédit (WOCCU).

La SDID a également participé en avril à Washington et à New York à la réunion du Comité pour la promotion de l'action coopérative (COPAC), en juillet à Stockholm à la réunion du "Groupe consultatif sur le développement" et au "Forum du développement" de l'ACI et en août à Melbourne au Forum 88 du WOCCU.

Des réunions de concertation ont de plus été tenues avec la Confédération internationale du crédit populaire (CICP) à Bruxelles en février et à Montréal en juin, l'Union internationale Raiffeisen à Bonn en août, le *Swedish Coop Centre* (SCC) à Lévis en septembre et le Centre international du Crédit Mutuel français (CICM) à Paris en octobre.



Projet d'appui à la Coopérative rizicole Co-Dervam au Nord-Est du Rwanda.

## PRIORITÉS 1989

Mentionnons sept priorités qui retiendront l'attention et mobiliseront les énergies de la SDID au cours de 1989:

- l'élaboration d'un plan stratégique de développement 90-91-92 qui sera articulé avec la planification Desjardins;
- la continuation de la révision des programmes d'appui et de partenariat (contenus et méthodologies);
- la conception d'un plan directeur de développement des ressources humaines;
- la définition d'un plan de communication institutionnelle;
- l'examen des fonctions d'appui du siège social et de ses systèmes et pratiques de planification, de gestion et d'évaluation et ce, dans la perspective du maintien d'une croissance soutenue au cours des 3 prochaines années, de la poursuite de l'implantation de la bureautique et d'une délégation croissante des responsabilités sur le terrain (décentralisation);
- l'accroissement et la diversification de nos sources de financement au sein de l'ACDI (amorçage de la négociation d'une nouvelle entente 90-93 avec la Direction de la Coopération institutionnelle et des services au développement (CISD) et systématisation de nos relations professionnelles et administratives avec les Directions des programmes bilatéraux);
- la poursuite de nos contacts auprès d'agences multilatérales de développement notamment la Banque mondiale et les autorités responsables des suites à donner aux Sommets de la Francophonie (Paris-Québec-Dakar).

En terminant, je voudrais exprimer notre vive reconnaissance aux diverses composantes du Mouvement Desjardins pour leur confiance et leur soutien. Je remercie également les administrateurs, le personnel du terrain et l'équipe du siège social de la SDID pour leur dévouement, leur appui et leur ténacité tout au long de l'année 1988.

Michel DORAY

Président-directeur général



RAPPORT  
FINANCIER  
ANNUEL

Rapport  
des vérificateurs

Aux membres de  
Société de développement  
international Desjardins inc.

Nous avons vérifié le bilan de SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL DESJARDINS INC. au 31 décembre 1988 ainsi que l'état des résultats, de l'avoir net et de l'évolution de la situation financière de l'exercice clos à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1988 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

*Mallette, Benoit, Boulangier, Rondeau & Associés*

MALLETTE, BENOIT, BOULANGER, RONDEAU & ASSOCIÉS  
Comptables agréés

Québec,  
le 20 janvier 1989



# Résultats et avoir net

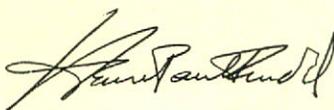
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	1988	1987
<b>Revenus des projets (annexe A)</b>	<b>9 226 301\$</b>	<b>7 268 501\$</b>
<b>Coûts des projets (annexe B)</b>	<b>8 399 415</b>	<b>6 717 433</b>
<b>Marge brute</b>	<b>826 886</b>	<b>551 068</b>
<b>Contributions institutionnelles - A.C.D.I. / C.I.S.D.</b>		
Financement institutionnel (entente 84-87)	-	195 442
Contribution supplémentaire (entente 84-87)	-	81 707
Remboursement de dépenses administratives (entente 87-90)	<b>1 186 017</b>	<b>527 176</b>
	<b>1 186 017</b>	<b>804 325</b>
<b>Cotisations des membres - Mouvement Desjardins</b>	<b>350 000</b>	<b>337 861</b>
	<b>2 362 903</b>	<b>1 693 254</b>
<b>Coût du siège social (annexe C)</b>	<b>2 124 752</b>	<b>1 659 963</b>
<b>Marge nette</b>	<b>238 151</b>	<b>33 291</b>
<b>Autres revenus</b>		
Intérêts sur cotisations des membres	<b>11 462</b>	<b>1 333</b>
Divers	<b>1 540</b>	<b>2 013</b>
	<b>13 002</b>	<b>3 346</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>251 153</b>	<b>36 637</b>
<b>Avoir net au début</b>	<b>270 934</b>	<b>234 297</b>
<b>Avoir net à la fin</b>	<b>522 087\$</b>	<b>270 934\$</b>



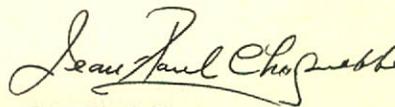
# Bilan

AU 31 DÉCEMBRE	1988	1987
<b>ACTIF</b>		
<b>Actif à court terme</b>		
Encaisse	187 899\$	172 616\$
Dépôts à terme	750 000	700 000
Débiteurs (note 3)	667 379	603 514
Frais reportés au prochain exercice	18 093	14 358
Avances aux projets en cours	750 138	600 309
	<u>2 373 509</u>	<u>2 090 797</u>
<b>Immobilisations (note 4)</b>	<b>233 183</b>	<b>176 123</b>
	<u><u>2 606 692 \$</u></u>	<u><u>2 266 920 \$</u></u>
<b>PASSIF</b>		
<b>Passif à court terme</b>		
Créditeurs et frais courus (note 5)	558 332 \$	574 358 \$
Avances reçues sur projets en cours	1 526 183	1 399 494
Dû sur projets en cours	90	22 134
	<u>2 084 605</u>	<u>1 995 986</u>
<b>Avoir net</b>	<b>522 087</b>	<b>270 934</b>
	<u><u>2 606 692 \$</u></u>	<u><u>2 266 920 \$</u></u>
<b>Engagements contractuels (note 6)</b>		

Pour le conseil d'administration



**Henri-Paul Trudel**  
administrateur



**Jean-Paul Choquette**  
administrateur



# Évolution de la situation financière

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE	1988	1987
<b>Activités des projets</b>		
Bénéfice net	251 153 \$	36 637 \$
Éléments n'impliquant aucun mouvement de liquidités:		
Amortissement des immobilisations	49 453	37 260
	<u>300 606</u>	<u>73 897</u>
Variation nette des autres postes:		
Débiteurs	( 63 865)	( 246 771)
Frais reportés au prochain exercice	( 3 735)	16 468
Avances aux projets en cours	( 149 829)	48 381
Créditeurs et frais en cours	( 16 026)	95 440
Avances reçues sur projets en cours	126 689	(1 226 554)
Dû sur projets en cours	( 22 044)	21 895
	<u>171 796</u>	<u>(1 217 244)</u>
<b>Activité de financement</b>		
Diminution des contributions différées des membres	-	( 87 861)
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisition d'immobilisations	( 120 094)	( 64 303)
Produit de l'aliénation d'immobilisations	13 581	2 149
	<u>( 106 513)</u>	<u>( 62 154)</u>
<b>Augmentation (diminution) des liquidités</b>	<b>65 283</b>	<b>(1 367 259)</b>
<b>Situation des liquidités au début</b>	<b>872 616</b>	<b>2 239 875</b>
<b>Situation des liquidités à la fin</b>	<b><u>937 899 \$</u></b>	<b><u>872 616 \$</u></b>

Les liquidités de la société représentent l'encaisse et les dépôts à terme.



# Notes complémentaires

AU 31 DÉCEMBRE 1988

## 1- STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS:

La société est constituée sans capital-actions et sans buts lucratifs en vertu de la Partie II de la Loi sur les corporations canadiennes, et par conséquent, est exemptée des impôts sur le revenu. Ses principales activités consistent à promouvoir, à mettre en oeuvre et à rendre autonomes des entreprises et institutions communautaires de pays en développement.

## 2- CONVENTIONS COMPTABLES:

### a) Reconnaissance des revenus

Certains revenus de projets sont comptabilisés aux coûts encourus majorés d'un pourcentage de frais d'administration.

En 1987, l'A.C.D.I. - C.I.S.D. a accordé une enveloppe budgétaire globale qui est répartie entre les divers projets. Les revenus de ces projets sont comptabilisés aux coûts encourus. L'entente 1987-1990 stipule que les dépenses administratives reliées à la gestion des programmes inscrits à l'entente, seront remboursées à la société jusqu'à concurrence d'un montant de 3 817 476 \$. Au 31 décembre 1988, un montant de 1 713 193 \$ a été remboursé.

### b) Alignement monétaire

Les avances sur les projets en cours sont converties aux taux d'origine.

### c) Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire aux taux suivants:

Matériel informatique	20%
Logiciel informatique	20%
Développement d'applications informatiques	20%
Mobilier de bureau	10%
Améliorations locatives	Durée résiduelle du bail
Système téléphonique	20%
Matériel audio-visuel	20%

## 3- DÉBITEURS:

	1988	1987
Débiteurs - A.C.D.I.	381 549 \$	313 502 \$
Débiteurs - autres	218 164	243 076
Avances aux employés	55 485	41 947
Intérêts courus sur dépôts à terme	12 181	4 989
	<u>667 379 \$</u>	<u>603 514 \$</u>

## 4- IMMOBILISATIONS:

	1988			1987
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Matériel informatique	150 788 \$	42 370 \$	108 418 \$	36 766 \$
Logiciel informatique	6 870	2 834	4 036	4 368
Développement d'applications informatiques	41 017	19 498	21 519	29 722
Mobilier de bureau	128 612	55 540	73 072	74 825
Améliorations locatives	34 000	34 000	-	-
Système téléphonique	32 499	14 083	18 416	24 777
Matériel audio-visuel	9 425	1 703	7 722	5 665
	<u>403 211 \$</u>	<u>170 028 \$</u>	<u>233 183 \$</u>	<u>176 123 \$</u>



## Notes complémentaires (suite)

AU 31 DÉCEMBRE 1988

### 5 - CRÉDITEURS ET FRAIS COURUS:

	1988	1987
Fournisseurs et frais courus	185 630 \$	191 436 \$
Déductions à la source	37 879	37 365
Vacances courues	75 392	62 837
Intérêts sur avances A.C.D.I.	259 431	282 720
	<u>558 332 \$</u>	<u>574 358 \$</u>

### 6 - ENGAGEMENTS CONTRACTUELS:

La société s'est engagée par un contrat de bail de cinq ans sur les locaux à compter du 1<sup>er</sup> juin 1986. Le loyer global minimum à payer suivant ce bail se chiffre à 256 017\$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 1988 s'établit à 123 742\$ et les paiements minimums exigibles au cours des trois prochains exercices en vertu de ce bail sont les suivants:

1989 - 51 203 \$    1990 - 51 203 \$    1991 - 21 336 \$

La société s'est engagée par un contrat de bail de cinq ans sur l'équipement à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1986. Le loyer global minimum à payer suivant ce bail se chiffre à 196 501 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 1988 s'établit à 128 902 \$ et les paiements minimums exigibles au cours des trois prochains exercices en vertu de ce bail sont les suivants:

1989 - 40 677 \$    1990 - 45 888 \$    1991 - 42 337 \$

### 7 - CHIFFRES COMPARATIFS:

Certains chiffres de l'exercice de 1987 ont été reclassifiés pour rendre leur présentation comparable à celle adoptée en 1988.

## Annexe A, B et C — autres renseignements

### A - REVENUS DES PROJETS:

	1988	1987
A.C.D.I. / C.I.S.D.	4 702 675 \$	3 678 443 \$
A.C.D.I - action convergente	2 900 194	2 571 084
Autres projets	1 623 432	1 018 974
	<u>9 226 301 \$</u>	<u>7 268 501 \$</u>

### B - COÛTS DES PROJETS:

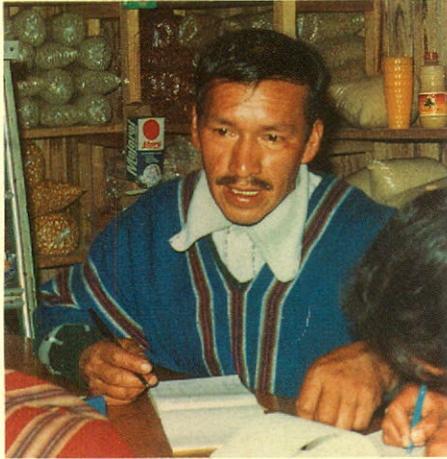
A.C.D.I. / C.I.S.D.	4 690 788 \$	3 629 398 \$
A.C.D.I - action convergente	2 336 692	2 223 526
Autres projets	1 371 935	864 509
	<u>8 399 415 \$</u>	<u>6 717 433 \$</u>

### C - COÛTS DU SIÈGE SOCIAL:

Salaires et charges sociales	1 432 186 \$	1 079 638 \$
Honoraires professionnels	76 511	105 162
Frais de déplacements et de séjour	150 960	93 406
Représentation et publicité	52 663	38 412
Recrutement et formation	39 855	24 784
Loyer et entretien	67 778	68 217
Amortissement	49 453	37 260
Frais de bureau	219 732	183 104
Frais financiers	77	685
Frais d'administration corporatifs	22 606	16 446
Divers et imprévus	12 931	12 849
	<u>2 124 752 \$</u>	<u>1 659 963 \$</u>



## APPUI DU RÉSEAU DESJARDINS À LA SDID



Les caisses populaires du secteur Émile-Girardin de Montréal appuient un projet de développement coopératif au Lac Cocha en Colombie.

La SDID a continué de bénéficier en 1988 du support de plusieurs composantes du Mouvement Desjardins et ce, de trois manières principales:

- information du réseau;
- soutien des activités de la SDID;
- collaboration directe à des projets de développement.

### INFORMATION DU RÉSEAU

La direction Information et développement coopératif de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec a publié des reportages et des nouvelles sur la SDID dans la revue *Ma Caisse* et la *Revue Desjardins*.

Dans le cadre des assemblées générales annuelles du Mouvement Desjardins, plus de cinq cents personnes, soit un délégué sur cinq, ont participé aux deux séances d'information sur les activités de la SDID. Quelques sept cents personnes sont venues au kiosque de la SDID lors du Salon Desjardins, un des événements organisés spécialement pour ces assemblées.

À l'occasion de la Semaine Desjardins, la Caisse populaire de Lévis a invité la SDID à animer un kiosque d'information dans un centre commercial de la région de Québec. La SDID a distribué plus de 1 600 documents sur ses activités et sur l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Profitant de leurs assemblées générales annuelles, dix caisses Desjardins ainsi que deux fédérations ont distribué à leurs dirigeants, personnel et membres 5 400

enveloppes "Desjardins dans le Monde". Chaque enveloppe contenait des documents d'information sur la SDID et l'ACDI. Ainsi, plus de 43 000 documents ont été remis et le coût des enveloppes a été assumé par ces institutions.

Toujours dans le contexte d'assemblées générales annuelles, les Caisses populaires Saint-Paul-de-la-Croix, Ste-Hedwidge, Provost de Lachine, St-Anselme et St-Alexis de Montcalm ont invité la SDID à présenter un diaporama sur ses activités en Afrique et en Amérique centrale et du sud. Plus de huit cents membres ont visionné ce diaporama.

Le Comité des directeurs et directrices de la Côte Sud de la Fédération des caisses populaires Desjardins de Québec a également invité la SDID à présenter ses activités lors d'un souper-causerie.

Soucieuse de mieux faire connaître ses projets auprès des dirigeants, personnel et membres des caisses et des différentes institutions de Desjardins, la SDID a procédé à l'envoi de près de 11 000 pochettes d'information contenant un dossier de présentation de ses activités, des numéros du *Bulletin Horizons*, un dépliant-poster, etc.

En 1988, la SDID a reçu plus de trois cents demandes d'information sur ses programmes dont 25 pour cent provenaient des caisses ou des institutions de Desjardins. Plus de 6 000 documents ont ainsi été expédiés dont 2 000 de l'ACDI.

### SOUTIEN DES ACTIVITÉS DE LA SDID

Les membres de la SDID (la Confédération, onze fédérations et quatre institutions) lui ont versé en 1988 des cotisations totalisant 350 000 dollars.

Des caisses, des fédérations, des institutions et la Confédération ont mis à la disposition de la SDID des ressources humaines directement affectées aux activités sur le terrain à titre de coopérateurs à temps plein (9), de consultants occasionnels (6) et de chargés de programmes au siège social.

Plus de cent heures non rémunérées ont été consacrées par la Confédération, par sept fédérations, par cinq institutions spécialisées de Desjardins et par plusieurs caisses populaires et caisses d'économie pour accueillir des stagiaires d'Afrique, d'Amérique latine et du Canada.

La SDID a bénéficié des services professionnels de la Confédération dans les domaines de la planification et du développement coopératif, des ressources humaines, des communications, des services juridiques, etc.

Les sept administrateurs de la SDID ont consacré plus de 35 jours-personnes à l'exercice de leurs fonctions.



## **COLLABORATION DIRECTE À DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT**

### **Caisses populaires du secteur Emile-Girardin (FCPD de Montréal et de l'Ouest-du-Québec)**

Les caisses populaires du secteur Emile-Girardin de Montréal sont associées depuis quelques années à un projet de développement communautaire en Colombie, en collaboration avec l'organisme "Dynamique Tiers-Monde". Ce projet rejoint plus de 3 000 habitants répartis dans six villages autour du Lac "La Cocha" et bénéficie de l'appui technique ponctuel d'un conseiller provenant du secteur.

Une fois de plus, ces caisses ont organisé une campagne de souscription annuelle qui a permis d'atteindre l'objectif fixé par les dirigeants en 1985, soit 50 000 dollars. Une demande de renouvellement d'engagement financier a été soumise aux responsables du secteur Emile-Girardin afin de pouvoir continuer la réalisation d'un deuxième projet auprès des populations concernées.

### **Fédération des caisses populaires Desjardins du Saguenay-Lac Saint-Jean**

À la suite d'une mission réalisée en 1984 par des représentants de la Fédération du Saguenay-Lac Saint-Jean auprès de l'Union régionale des caisses populaires de la Bougouriba au Burkina Faso, la Fédération a créé un comité de coopération internationale. Ce comité a organisé plusieurs activités de sensibilisation, lesquelles ont permis d'amasser une somme de plus de 4 600 dollars qui a été expédiée au CCI de l'URCPB. Au cours de 1988, le CCI africain a acheté du matériel médical pour les membres des dix caisses populaires affiliées à l'Union régionale de la Bougouriba.

### **Caisse populaire Saint-Paul-de-la-Croix**

Durant les années 1985-1986, les membres de la Caisse populaire Saint-Paul-de-la-Croix ont voté une participation financière de 30 000 dollars pour un projet de coopération internationale. À la fin de 1988, cette somme a servi à la construction de deux nouveaux immeubles ainsi qu'à la rénovation de deux bâtiments qui abritent des coopératives d'épargne et de crédit au Zaïre.

## **Autres caisses et institutions**

Plusieurs caisses et institutions participent à des initiatives ou collaborent aux projets d'organismes engagés dans le développement international.

Citons à titre d'exemple :

- six caisses populaires du quartier de Limoilou, associées depuis quelques années à l'organisme Collaboration santé internationale (CSI), ont fait un don de 500 dollars qui a servi à la création d'emplois d'été. Des étudiants ont sillonné le Québec pour recueillir des médicaments et de l'équipement médical destinés aux populations des pays en développement;
- la Caisse populaire Saint-Yves de Sillery a fait un don de cent dollars à un groupe d'étudiants universitaires engagés dans un projet de coopération internationale au Kenya;
- la Confédération a apporté une contribution matérielle et financière à plusieurs activités sur le plan international, ce qui représente une somme globale d'environ 10 000 dollars (les oeuvres du Cardinal Léger, commandite du colloque "Femmes et développement", dons de matériel à l'organisme Collaboration santé internationale, etc.) ;
- le réseau Desjardins a contribué à maintes reprises à des collectes de fonds ou autres moyens de financement destinés à des organismes tels que Développement et Paix, Oxfam, l'UNICEF, le Cardinal Léger et ses oeuvres, Coopération Nord-Sud en éducation, etc.



## LISTES DES INSTITUTIONS MEMBRES

La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec (CCPEDQ)  
Fédération des caisses populaires Desjardins du centre du Québec  
Fédération des caisses populaires Desjardins de Québec  
Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec  
Fédération des caisses populaires Desjardins de la Péninsule et des Îles  
Fédération des caisses populaires Desjardins de l'Estrie  
Fédération des caisses populaires Desjardins du Bas Saint-Laurent  
Fédération des caisses populaires Desjardins du Saguenay-Lac Saint-Jean  
Fédération des caisses populaires Desjardins de l'Abitibi  
Fédération des caisses populaires Desjardins de Richelieu-Yamaska  
Fédération des caisses populaires Desjardins de Lanaudière  
Fédération des caisses d'économie Desjardins du Québec  
Le Groupe Desjardins, Assurances générales  
Assurance-vie Desjardins  
La Sauvegarde, Compagnie d'assurance sur la vie  
Fiducie Desjardins

## MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

\* **Henri-Paul Trudel**  
*président du conseil*  
président FCPD du centre du Québec  
2<sup>e</sup> Vice-président du CA de la CCPEDQ

\* **Yvon Daneau**  
*vice-président du conseil*  
premier vice-président aux affaires nationales et internationales  
CCPEDQ

\* **Jean-Paul Choquette**  
*secrétaire du conseil*  
président de la Caisse d'économie Educo administrateur  
Fédération des caisses d'économie Desjardins du Québec

**Lauréanne Boutin**  
*administratrice*  
présidente de la Caisse populaire St-Damien-de-Brandon  
commissaire de crédit FCPD de Lanaudière

**Jean-Guy Pilon**  
*administrateur*  
secrétaire du conseil d'administration FCPD du Saguenay-Lac Saint-Jean  
conseiller de surveillance Caisse populaire d'Arvida

**Bertrand Proulx**  
*administrateur*  
directeur  
Caisse populaire St-Pierre-du-Sud  
commissaire de crédit FCPD de Québec

**Raymond Tremblay**  
*administrateur*  
directeur  
Caisse populaire Provost (Lachine)  
commissaire de crédit FCPD de Montréal et de l'Ouest-du-Québec

### \* Membres du comité exécutif

## PARTENAIRES INSTITUTIONNELS ET PERSONNEL SUR LE TERRAIN (DÉCEMBRE 1988)

### AFRIQUE

- **Burkina Faso**  
Union régionale des caisses populaires de la Bougouriba (URCPB)  
**Réal Véronneau**  
*directeur de projet et conseiller technique*  
épargne / crédit  
Caisse populaire de Cissin-Ouagadougou  
**Christian Bourdages**  
*conseiller technique*  
épargne / crédit  
Réseau des caisses populaires du Yatenga  
**Gilles Baril**  
*conseiller technique*  
épargne / crédit  
Coopérative artisanale des femmes de Ouagadougou (COPAFO)  
et Groupements féminins du Yatenga  
**Anne-Marie Blouin**  
*conseillère en développement coopératif et directrice du projet*
- **Cameroun**  
Caisse populaire coopérative de Yagoua  
**Jean-Louis Vaillancourt**  
*animateur terrain*  
volontaire de l'Organisation canadienne pour la solidarité et le développement (OCSD)
- **Niger**  
Association des femmes du Niger (AFN)  
Direction de la condition féminine (DCF)  
**Adriana Nunez**  
*conseillère technique*  
animation / formation
- **Rwanda**  
Coopérative de développement rizicole de la vallée du Mutara (CO-DERVA)  
Ministère de l'agriculture (MINAGRI)  
**Yvon Bernier**  
*conseiller technique*  
développement coopératif  
**Jean Coulombe**  
*conseiller technique*  
recherche rizicole
- **Zaire**  
Union centrale des coopératives d'épargne et de crédit UCCEC  
**Julien Fauteux**  
*directeur de projet et conseiller*  
Coopératives centrales d'épargne et de crédit (COOCEC)  
COOCEC-CEAZ (Kinshasa)  
**Jean Bruneau**  
*conseiller technique*  
épargne / crédit  
COOCEC de Bandundu  
**Adrien Cloutier**  
*conseiller technique*  
épargne / crédit  
COOCEC du Kivu  
**Yvon Roy**  
*conseiller technique*  
épargne / crédit  
Association coopérative des éleveurs de l'Ituri (ACOOPELI) et Intagro Inc.  
**Hermogène Durand**  
*directeur de projet et conseiller technique*  
gestion coopérative  
**Emilien Villeneuve**  
*conseiller technique*  
animation / formation  
Association coopérative des groupements d'éleveurs du Nord-Kivu (ACOGENOKI)  
**Robert Théorêt**  
*directeur de projet et conseiller technique*  
**André Bourque**  
*conseiller*  
développement coopératif  
**Guy Richard**  
*conseiller technique*  
vulgarisation, production et santé animales  
Société Abattoir de Goma (SABAGO)  
**Martin Blackburn**  
*directeur de projet et conseiller à la direction*  
**Eric Gilgen**  
*conseiller technique en abattage*
- **Sénégal**  
Serpipêche  
**Pierre Emond**  
*directeur de projet et conseiller*  
**Claude Lapointe**  
*conseiller en crédit*



## AMÉRIQUES

### • Colombie

Association pour le développement paysan de La Cocha  
**Louis Roberge**  
*conseiller technique*  
développement coopératif

### • Costa Rica

Alliance coopérative internationale  
**Jean-Marc Lampron**  
*directeur de projet*  
bureau ACI- Amérique centrale et Caraïbes  
Fédération des coopératives de pêcheurs de la côte Pacifique  
**Claude Côté**  
*directeur de projet*

### • Haïti

Programme de micro-réalisations  
**Roger de Winter**  
*directeur de projet*  
**Francine Trempe**  
*conseillère technique*  
animation / formation

### • Honduras

**Serge Trudel**  
*coordonnateur*  
Instituto Hondureño de Desarrollo Cooperativo (IHDECOOP)  
**Lincoln Villanueva**  
*conseiller technique*  
gestion de projets  
Federación de Cooperativas de Reforma Agraria de Honduras (FECORAH)  
Federación Hondureña de Cooperativas Industriales (FEHCIL)  
**Jean Daoust**  
*conseiller technique*  
commercialisation  
Confederación Hondureña de Cooperativas (CHC)  
**Raymond Arsenault**  
*conseiller technique*  
planification  
Développement coopératif Garifuna  
**Marie-France Paradis**  
*conseillère technique*  
développement communautaire

### • Panama

Fundación Educativa de la Confederación Latinoamericana de Cooperativas de Ahorro y Crédito (FECOLAC)  
**Bruno Arsenault**  
*conseiller technique*  
épargne / crédit

Ont également collaboré en cours d'année à titre de consultant(e)s:

**Guy Archambault**  
**José Ayala**  
**Denis Bastien**  
**Jean Beaudoin**  
**Germain Benoît**  
**Pierre Biron**  
**Louise Camiré**  
**Egide Cantin**  
**Odile Comeau**  
**Walker Dauphin**  
**Louise Deslauriers**  
**Michèle Drolet**  
**Renée Dubé**  
**Joseph Etoga**  
**Raymond Gagné**  
**Mungali Gasarabwe**  
**Hugues Joseph**  
**Marie-France Labrecque**  
**Oliva Labrie**  
**Annick Lachance**  
**Claude Lambert**  
**Jean-Pierre Landry**  
**Denis Lapointe**  
**Sylvain Larivière**  
**Jean-Guy Larochelle**  
**Antoine Locas**  
**Pierre Mainguy**  
**Alfred Marquis**  
**Charles Maxi**  
**Hugo Mercier-Gouin**  
**Antoine Ndingabahizi**  
**Gabriella Nimbona**  
**Gilles Morin**  
**Serge Pouliot**  
**Daniel Pelletier**  
**Robert Rancourt-Chartrand**  
**Max Roytenberg**  
**Philippe Ruel**  
**Gabriel Sanon**  
**Sibiri Sawadogo**  
**Gilbert Scantland**  
**Mireille Trudelle**  
**Patrice Vandenberghe**  
**Michel Voyer**

## PERSONNEL DU SIEGE SOCIAL - (DÉCEMBRE 1988)

### Direction générale

\* **Michel Doray**  
*président-directeur général*  
\* **Michel Lagacé**  
*adjoint exécutif*  
**Paul Beaulieu**  
*conseiller- appui institutionnel*  
**Hélène Lacroix-Pelletier**  
*analyste-conseil en gestion des ressources humaines*  
**Martine Giroux**  
*agente de communication*  
**Monique Breteau**  
*secrétaire de direction*  
**Louise Ongis**  
*secrétaire de direction*  
**Huguette Boulanger**  
*commis spécialisé en gestion des ressources humaines*

### Directions de programmes

Épargne, crédit et institutions financières  
\* **Ghislain Paradis**  
*directeur*  
**Diane Martel**  
**Garnier Parent**  
*chargés de programmes*  
**Pierre Giguère**  
*conseiller*  
**André Carrier**  
*expert-conseil*  
Développement rural  
\* **Jacques Durocher**  
*directeur*  
**Yves Boily**  
**Pierre Durand**  
**Nicole Généreux**  
**Pierre Larocque**  
**Henri Lestringant**  
**Claude Miville**  
*Chargés de programmes*

### Direction administration et finances

\* **Michel Lagacé**  
*directeur par intérim*  
(a remplacé M. Pierre Emond affecté au Sénégal depuis octobre 1988)  
**Michel Tardif**  
*analyste, gestion du système d'information comptable*  
**Sylvie Lamontagne**  
*technicienne informatique*

**Johanne Guérin**  
*secrétaire de direction*

### Systèmes administratifs et comptabilité

**Carole Houde**  
*directrice-adjointe*  
**Hélène Aubé**  
*technicienne comptable*  
**Sylvie Dionne**  
*commis spécialisée à l'encaissement-décaissement*  
**Kathleen Robichaud**  
*commis spécialisée à la facturation*  
**Sylvie Lacasse**  
*commis spécialisé aux comptes à payer*  
**Marie-Josée Fournier**  
**Sylvain Thibault**  
*commis spécialisés à la comptabilité*

**Louissette Martineau**  
*préposée à la logistique*

**Yvette Langlois**  
*réceptionniste*

**Brigitte Lachance**  
**Manon Audet**  
*préposées aux achats et photocopies*

### Secrétariat aux programmes et documentation

**Lucille Guay**  
*coordonnatrice*  
**Louise Picard**  
*technicienne en gestion documentaire*

**Christiane Ruel**  
*secrétaire de direction*  
épargne, crédit et institutions financières

**Danièle Joyal**  
*secrétaire de direction*  
développement rural

**Jocelyne Asselin**  
**Nathalie Routhier**  
*secrétaires*

**Marjolaine Laberge**  
**Line Lemonnier**  
**Lucie Rousseau**  
**Juliette Thibault**  
*opératrices de traitement de textes*

### \* membres du comité de direction



## SUMMARY

### In 1988, the SDID continued to support:

- the development of savings and credit cooperatives in Burkina Faso, Cameroon and Zaïre and 5 federations affiliated to the Confederación Latino-Americana de Cooperativas de Ahorro y Crédito (Salvador, Honduras, Colombia, Ecuador and Bolivia);
- the strengthening of cooperative associations in Zaïre (husbandry) and in Rwanda (agriculture);
- the socio-economic advancement of women in Niger, Rwanda, Zaïre, Colombia and Honduras;
- the strengthening of agricultural, crafts and industrial cooperatives in Honduras and of fishermen cooperatives in Costa Rica;
- a community development programme in Colombia;
- the management of the micro-projects programme in Haïti;
- activities of the International Cooperative Alliance's in West Africa, Central America and Caribbean.



### The SDID launched the following new programmes:

- in Burkina Faso: support to women's group;
- in Senegal: financial and technical support to fishermen's cooperatives;
- in Zaïre: access to credit for women.

Missions were carried out in Mali, Niger, Zaïre, Ivory Cost, Costa Rica, Haïti and Peru in order to finalize new projects to begin in 1989.

In Canada, the SDID hosted trainees from Zaïre, Cameroon, Morocco and Costa Rica.

The total cost of these activities was 10,5 million Canadian dollars, funded by Canadian International Development Agency (CIDA). The projects required the on-site presence of 32 cooperants and some 40 consultants. The SDID continued to give priority to joint and concerted activities with several participating cooperatives in Canada (Société de coopération pour le développement international, Canadian Co-operative Association), in Europe (Centre international du crédit mutuel de France, Swiss Cooperation, Swedish Cooperative Centre), and internationally (World Council of Credit Unions, Confédération internationale du crédit populaire and International Cooperative Alliance).

In 1988, the SDID received increased support from the Desjardins Movement: financial contribution as well as technical and professional support to the head office, the loan of human resources, North-South twinning, hosting of trainees, and information on its activities within the Movement.

In 1989, the SDID will focus its activities on some twenty countries in Africa, the Caribbean, and Central and South America. It will also explore the possibility of establishing a presence in Asia.

## RESUMEN

En 1988, la SDID continuó prestando su apoyo a:

- el desarrollo de cooperativas de ahorro y crédito en Burkina Faso, en Camerún y en Zaire y a 5 federaciones del red de la Confederación Latino-Americana de Cooperativas de Ahorro y Crédito (El Salvador, Honduras, Colombia, Ecuador y Bolivia);
- el fortalecimiento de asociaciones cooperativas en Zaire (cría) y en Rwanda (agricultura);
- la promoción socio-económica de la mujer en Níger, Rwanda, Zaire, Colombia y Honduras;
- el fortalecimiento de cooperativas agrícolas, artesanales y industriales en Honduras y de pescadores en Costa Rica;
- un programa de desarrollo comunitario en Colombia;
- la gestión del programa de micro-realizaciones en Haïti;
- las actividades de la Alianza Cooperativa Internacional en Africa Occidental, en America Central y en los Caribes.

### La SDID ha iniciado nuevos programas:

- en Burkina Faso: apoyo a agrupaciones de mujeres;
- en Senegal: apoyo financiero y técnico a los pescadores artesanales de la Costa del Atlántico;
- en Zaire: acceso al crédito de la mujer.

Con el fin de finalizar los nuevos proyectos que se iniciarán en 1989, se llevaron a cabo misiones en Mali, Níger, Zaire, Costa de Marfil, Costa Rica, Haiti y Perú.

En Canada, la SDID acogió cursillistas de Zaire, Camerún, Marruecos y Costa Rica.

El costo total de estas actividades ascendió a \$ 10,5 millones de dolares canadienses provistos por la Agencia Canadiense para el Desarrollo Internacional (ACDI). Estas actividades requirieron la presencia en el sitio de 32 empleados y unos 40 consultores.

La SDID continuó favoreciendo las acciones mancomunadas y de concertación con varias cooperativas participantes canadienses (Société de coopération pour le développement international, Canadian Co-operative Association), europeos (Centre international du Crédit mutuel de Francia, Cooperación Suiza, Swedish Cooperative Centre) y internacionales (World Council of Credit Unions, Confédération internationale du crédit populaire, Alianza Cooperativa Internacional).

En 1988, la SDID se benefició de un apoyo creciente del Movimiento Desjardins: contribución financiera y apoyo profesional y técnico a la sede social, préstamo de recursos humanos, emparejamiento Norte-Sur, acogida de cursillistas, información sobre sus actividades en el red Desjardins.

En 1989, la SDID concentrará sus actividades en unos veinte países en Africa, America Central y del Sur y los Caribes, mientras explorará la posibilidad de establecer su presencia en Asia.



*Textes*

Martine Giroux

*Conception graphique*

Design et infographie Eurêka

*Photographies*

Sténopé: p. 2 et 3

Société de développement  
international Desjardins

*Photogravure et impression*

Litho acme

*Imprimé au Canada, 1989*



